

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 92 — 583

[S-C — 29030]

3 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif au congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles accordé aux membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française qui ont atteint l'âge de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans et relatif à la mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 1er avril 1960 sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les Centres psycho-médico-sociaux;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des Centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des Centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des Centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des Centres psycho-médico-sociaux spécialisés;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement, tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 31 mars 1988, et par l'arrêté de l'Exécutif du 8 novembre 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 janvier 1989 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu le protocole du 7 août 1989 portant les conclusions des négociations menées au sein du Comité du secteur X;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre sans retard des mesures visant à permettre au personnel concerné de bénéficier d'un congé pour prestations réduites justifié par des raisons de convenances personnelles accordé aux membres du personnel âgés de 50 ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, à partir du 1er septembre 1989;

Considérant la nécessité de prendre sans retard des mesures visant à permettre au personnel concerné de bénéficier d'une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française en date du 19 juin 1989,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1er. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel visés par l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des Centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des Centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat, des Centres de formation de l'Etat ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des Centres psycho-médico-sociaux des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des Centres psycho-médico-sociaux spécialisés de l'Etat.

CHAPITRE II. — *Congés pour prestations réduites*

Art. 2. Le Ministre ou son délégué peut autoriser, à leur demande, les membres du personnel visés à l'article 1er, qui ont atteint l'âge de cinquante ans ou qui ont au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de quatorze ans, à exercer leurs fonctions par prestations réduites, moyennant le respect des conditions suivantes :

- 1° qu'ils soient stagiaires ou nommés à titre définitif;
- 2° qu'ils exercent, en fonction principale, la charge pour laquelle l'autorisation est demandée;
- 3° qu'ils continuent à exercer des prestations comprenant la moitié de la durée des prestations complètes fixées normalement pour la fonction qu'ils exercent;
- 4° qu'ils n'exercent aucune activité lucrative pendant leur absence.

Art. 3. Les périodes d'absences justifiées par des prestations réduites conformément au présent chapitre sont considérées comme des congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales.

Ce congé n'est pas rémunéré. Par ailleurs, il est assimilé à une période d'activité de service.

Le congé pour maladie ou pour infirmité ne met pas fin au congé pour prestations réduites.

Art. 4. Pour la fixation du traitement d'attente en cas de mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité, le traitement d'activité est, pour la période au cours de laquelle le membre du personnel fournit des prestations réduites, égal au traitement dû pour les prestations effectivement fournies.

La mise en disponibilité pour cause de maladie ou d'infirmité ne met pas fin au congé pour prestations réduites.

Art. 5. La durée totale des périodes de congés pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou accordés en vertu de ce chapitre, comptées à partir du 1er juillet 1982, ne peut dépasser cinq ans au cours de la carrière.

CHAPITRE III. — *Dispositions particulières au congé visé au chapitre II*

Art. 6. Par dérogation à l'article 2 du présent arrêté, les directeurs de Centres psycho-médico-sociaux et les membres de l'inspection des agents psycho-médico-sociaux ne peuvent obtenir le congé visé au chapitre II.

Art. 7. Le congé pour prestations réduites visé au chapitre II doit prendre cours, pour chaque année scolaire, soit le premier jour de l'année scolaire, soit le 1^{er} octobre, soit le 1^{er} janvier.

Sous peine de nullité, la demande doit être introduite au moins trente jours avant le début du congé par l'intermédiaire du directeur du Centre.

Par dérogation à cette dernière disposition, la demande de congé prenant cours le premier jour de l'année scolaire 1989-1990 ou le 1^{er} octobre 1989 peut être introduite respectivement le premier jour de l'année scolaire ou jusqu'au 1^{er} octobre 1989 au plus tard.

Art. 8. Le membre du personnel visé à l'article 1^{er} peut mettre fin au congé visé au chapitre II le premier jour d'une année scolaire et reprendre immédiatement sa fonction antérieure.

Le membre du personnel le fait savoir avant le 15 mars de l'année scolaire précédente par l'intermédiaire du directeur du Centre.

Cependant, pour des raisons familiales exceptionnelles et moyennant un préavis d'un mois, le membre du personnel peut être autorisé par le Ministre à reprendre sa charge complète avant l'expiration normale du congé.

Ce préavis doit être adressé au Ministre par la voie hiérarchique.

Les membres du personnel visés à l'article 1^{er} ne peuvent en aucun cas reprendre leur charge complète après le 1^{er} mai de l'année scolaire.

Art. 8bis. Conformément à l'article 5, il est mis fin d'office au congé visé au chapitre II lorsque la durée totale des congés visés à l'article 3 atteint la durée de cinq ans.

Art. 9. Au cours du congé pour prestations réduites visé au chapitre II, le membre du personnel visé à l'article 1^{er} est censé avoir poursuivi son activité immédiatement antérieure.

Si, au cours de cette période, l'emploi du membre du personnel est supprimé, il est mis en disponibilité par défaut d'emploi et le congé pour prestations réduites prend fin.

Art. 10. Le congé pour prestations réduites, accordé à un membre du personnel qui, au moment de l'autorisation, a deux enfants à charge qui ne dépassent pas l'âge de quatorze ans, et qui ne remplit plus cette condition au cours d'une année scolaire, ne prend fin qu'au terme de l'année scolaire en cours, vacances d'été comprises.

Art. 10bis. Si la durée totale des congés pour prestations réduites prévue à l'article 5 du présent arrêté, accordés dans les conditions définies à l'article 10 précité, atteint les cinq ans, il est fait application dans le chef du membre du personnel concerné des dispositions de l'article 8bis.

CHAPITRE IV. — *Mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite*

Art. 11. Les membres du personnel nommés à titre définitif visés à l'article 1^{er} de cet arrêté peuvent bénéficier d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite lorsqu'ils ont atteint l'âge de cinquante-cinq ans et comptent au moins trente années de service, pour autant qu'ils ne puissent bénéficier d'une pension de retraite à charge du Trésor public.

Cette mise en disponibilité est accordée jusqu'à la date à laquelle ils peuvent prétendre à cette pension.

Pour l'application de cet article, sont pris en considération les services qui entrent en compte pour l'ouverture du droit à la pension de retraite.

Art. 12. Pendant toute la durée de cette mise en disponibilité, il est accordé un traitement d'attente égal à autant de cinquantièmes, de cinquante-cinquièmes ou de soixantièmes du dernier traitement d'activité que le membre du personnel compte d'années de service à la date de sa mise en disponibilité, selon que la fraction prise en considération pour le mode de calcul de la pension est de 1/50, 1/55 ou 1/60.

Pour l'application de cet article, sont pris en considération, pour leur durée réelle, les services qui entrent en ligne de compte dans le calcul de la pension de retraite, à l'exclusion des bonifications pour études, et des autres périodes bonifiées à titre de services admis pour la détermination du traitement.

Pendant cette mise en disponibilité, le membre du personnel ne peut exercer aucune occupation lucrative.

Art. 13. La demande de mise en disponibilité doit être introduite au moins trente jours avant le début de la mise en disponibilité par l'intermédiaire du directeur du Centre.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1989.

Art. 15. Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 décembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport
et du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 92 — 583

[S-C — 20030]

3 DECEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende het verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, toegekend aan de personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap die de leeftijd van 50 jaar bereikt hebben of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar en betreffende de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschap van 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, zoals gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 31 maart 1988 en bij het besluit van de Executieve van 8 november 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 januari 1989 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Franse Gemeenschapsexecutieve;

Gelet op het protocol van 7 augustus 1989 met de besluiten van de onderhandelingen in Sectorcomité X;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid :

Overwegende de noodzaak, onverwijld maatregelen te treffen om het betrokken personeel verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid te laten bekomen voor de personeelsleden die 50 jaar zijn of ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar, sinds 1 september 1989;

Overwegende de noodzaak, onverwijld maatregelen te treffen om het betrokken personeel terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór het rustpensioen te laten bekomen;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Franse Gemeenschapsexecutieve, d.d. 19 juni 1989,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden bedoeld in het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van het technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, van de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra, van de rijksvormingscentra en van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de gespecialiseerde psycho-medisch-sociale centra.

HOOFDSTUK II. — *Verlof voor verminderde prestaties*

Art. 2. De Minister of zijn gemachtigde kan, op hun verzoek, de in artikel 1 bedoelde personeelsleden die vijftig jaar oud zijn en ten minste twee kinderen ten laste hebben die niet ouder zijn dan 14 jaar, toestaan hun ambt met verminderde prestaties uit te oefenen, mits ze :

- 1° stagedoend of vast benoemd zijn;
- 2° het ambt waarvoor ze de toelating vragen als hoofdamt uitoefenen;
- 3° prestaties blijven verstrekken gelijk aan de helft van de volledige prestaties normaal vereist voor hun ambt;
- 4° geen winstgevende activiteit uitoefenen tijdens hun afwezigheid.

Art. 3. De duur van de afwezigheid voor verminderde prestaties bedoeld in dit hoofdstuk, wordt beschouwd als verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen.

Dit verlof is onbezoldigd, maar wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid maakt geen einde aan het verlof voor verminderde prestaties.

Art. 4. Voor de vaststelling van het wachtgeld bij terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid is de activiteitswedde voor de periode van verminderde prestaties gelijk aan de wedde verschuldigd voor de werkelijke prestaties.

De terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid maakt geen einde aan het verlof voor verminderde prestaties.

Art. 5. De totale duur van het verlof voor verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of toegekend krachtens dit hoofdstuk, mag niet meer bedragen dan vijf jaar voor de hele loopbaan, te rekenen van 1 juli 1982.

HOOFDSTUK III. — *Bijzondere bepalingen voor het verlof bedoeld in hoofdstuk II*

Art. 6. In afwijking van artikel 2 van dit besluit kunnen de hoofden van de psycho-medisch-sociale centra en de leden van de inspectie van de psycho-medisch-sociale personeelsleden het in hoofdstuk II bedoelde verlof voor verminderde prestaties niet bekomen.

Art. 7. Het in hoofdstuk II bedoelde verlof voor verminderde prestaties moet voor elk schooljaar op de eerste dag van het schooljaar, op 1 oktober of op 1 januari ingaan.

Op straffe van nietigheid moet de aanvraag ten minste dertig dagen vóór het begin van het verlof ingediend worden via de directeur van het centrum.

In afwijking van voorgaande bepaling kan het verlof, dat ingaat op de eerste dag van het schooljaar 1989-1990 of op 1 oktober 1989, aangevraagd worden resp. op de eerste dag van het schooljaar of uiterlijk tot 1 oktober 1989.

Art. 8. Het in artikel 1 bedoelde personeelslid kan een einde maken aan het in hoofdstuk II bedoelde verlof op de eerste dag van een schooljaar en onmiddellijk zijn vroeger ambt weer opnemen.

Het personeelslid moet zulks vóór 15 maart van het vorige schooljaar mededelen via het centrumhoofd.

Om uitzonderlijke familiale redenen en mits de aanvraag een maand tevoren was ingediend, kan de Minister echter het personeelslid machtigen om zijn volledige opdracht weer op te nemen vóór het normaal verstrijken van zijn verlof.

Deze aanvraag moet aan de Minister langs de hiërarchische weg worden overgezonden.

De in artikel 1 bedoelde personeelsleden mogen in geen geval hun volledige opdracht weer opnemen na de 1e mei van het schooljaar.

Art. 8bis. Overeenkomstig artikel 5 wordt van ambtswege een einde gemaakt aan het in hoofdstuk II bedoelde verlof wanneer de totale duur van het in artikel 3 bedoelde verlof vijf jaar bereikt.

Art. 9. Tijdens het in hoofdstuk II bedoelde verlof voor verminderde prestaties is het in artikel 1 bedoeld personeelslid geacht zijn onmiddellijk voorafgaande activiteit te hebben voortgezet.

Mocht de betrekking van het personeelslid in die periode afgeschaft worden, dan wordt hij ter beschikking gesteld wegens ontstentenis van betrekking en neemt het verlof voor verminderde prestaties een einde.

Art. 10. Het verlof voor verminderde prestaties voor een personeelslid dat op het tijdstip van de toelating 2 kinderen ten laste heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar en dat niet meer aan die voorwaarde voldoet in de loop van een schooljaar, wordt pas beëindigd op het einde van het lopende schooljaar, zomervakantie inbegrepen.

Art. 10bis. Indien de totale duur van het in artikel 5 van dit besluit bedoelde verlof voor verminderde prestaties, toegekend onder de in voormeld artikel 10 bedoelde voorwaarden, vijf jaar bedraagt, worden de bepalingen van artikel 8bis toegepast op het personeelslid.

HOOFDSTUK IV. — Terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór de opruststelling

Art. 11. Vastbenoemde personeelsleden bedoeld in artikel 1 van dit besluit kunnen het voordeel van de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheid vóór de opruststelling bekomen wanneer zij de leeftijd van vijftig jaar bereikt hebben en ten minste dertig jaar dienst tellen, mits zij geen rustpensioen ten laste van de Openbare Schatkist kunnen genieten.

Die terbeschikkingstelling geldt tot de datum waarop zij op dat pensioen aanspraak kunnen maken.

Voor de toepassing van dit artikel komen de diensten die meetellen voor het verlenen van het recht op een rustpensioen in aanmerking.

Art. 12. Tijdens heel de periode van terbeschikkingstelling wordt wachtgeld toegekend, gelijk aan zoveel 50-sten, 55-sten en 60-sten van de laatste activiteitswedde als het personeelslid dienstjaren telt op de datum van zijn terbeschikkingstelling, naargelang de in aanmerking genomen breuk voor de berekening van het pensioen in 50-sten, 55-sten of in 60-sten wordt uitgedrukt.

Voor de toepassing van dit artikel komen de diensten die meetellen voor de berekening van het rustpensioen in aanmerking voor hun werkelijke duur, met uitzondering van de bijslag voor studies en van de andere perioden die voor de bepaling van de wedde erkend zijn als extradiensten.

Tijdens de terbeschikkingstelling mag het personeelslid geen winstgevende activiteit uitoefenen.

Art. 13. De aanvraag moet ten minste dertig dagen vóór de aanvang van de terbeschikkingstelling ingediend worden via de directeur van het centrum.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1989.

Art. 15. De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 december 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

F. 92 — 584

[S — 29069]

11 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française relatif aux normes d'encadrement dans l'enseignement maternel ordinaire

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu les lois sur l'enseignement primaire coordonnées le 20 août 1957, notamment l'article 14, § 3, remplacé par la loi du 20 janvier 1981;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifiée par la loi du 11 juillet 1973, notamment l'article 24, § 2, modifié par la loi du 14 juillet 1975;

Vu l'arrêté royal du 30 août 1984 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire sur base du capital-périodes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 décembre 1991;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 septembre 1991;

Vu le protocole du 10 octobre 1991 du Comité de secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, Section II, sous-section "Communauté française", siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement et de la Formation, du Sport et du Tourisme et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté est applicable à l'enseignement maternel ordinaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° Ecole + ensemble pédagogique d'enseignement ordinaire de niveau maternel ou de niveau maternel et primaire, situé en un ou plusieurs lieux d'implantation, placé sous la direction d'un même directeur d'école;

2° Ecole maternelle autonome : école du niveau maternel uniquement;

3° Ecole fondamentale : école du niveau maternel et du niveau primaire;